

ÉLOGE DE L'INTRODUCTION

[Nicolas Mariot](#)

Belin | « Genèses »

2015/3 n° 100-101 | pages 169 à 177

ISSN 1155-3219

ISBN 9782701193403

DOI 10.3917/gen.100.0169

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-geneses-2015-3-page-169.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

© Belin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

À propos de...

De Gaulle, prophète de la Cinquième République,
Brigitte Gaïti,

Paris, Presses de Sciences Po, 1998

Le fromage et les vers, l'univers d'un meunier du XVI^e siècle,
Carlo Ginzburg,

Paris, Aubier, 1980 [1976]

La tyrannie du national, Le droit d'asile en Europe, 1793-1993
Gérard Noiriel,

Paris, Calmann-Lévy, 1991

Éloge de l'introduction

Nicolas Mariot

PP. 169-177

Quand on évoque des livres de sciences sociales avec des gens qui ne sont pas du métier, l'introduction apparaît souvent comme un symbole qui identifie négativement ce genre de littérature. Les plus indulgents y voient une occasion de découvrir l'ouvrage en question, notamment à travers le style de l'auteur. Mais il arrive souvent que lecteurs et éditeurs jugent ce type d'entrée en matière indigeste et pesant. L'état de la question auquel il se résume parfois est perçu comme un exercice besogneux et scolaire. Et il n'est pas rare que certains auteurs marquent leur éloignement d'avec l'académisme des premiers écrits universitaires en choisissant de se passer d'introduction, ou en la transformant en un plus bref et léger « avant-propos ». À rebours de semblables

verdicts, le présent texte est consacré à l'apologie de trois d'entre elles : celle que Brigitte Gaïti donne à son *De Gaulle, prophète de la Cinquième République* ; le texte qui ouvre *La tyrannie du national* de Gérard Noiriel ; enfin la « préface », devenue « avant-propos (1976) » avec la réédition de 2014, au *Fromage et les vers* de Carlo Ginzburg¹.

1. B. Gaïti, *De Gaulle, prophète de la V^e République*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998 ; G. Noiriel, *La Tyrannie du national. Le droit d'asile en Europe (1793-1993)*, Paris, Calmann-Lévy, 1991, réédité sous le titre *Réfugiés et sans papiers. La République et le droit d'asile, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Hachette, coll. « Pluriel », 1998 ; C. Ginzburg, *Le fromage et les vers. L'univers d'un meunier du XVI^e siècle*, Paris, Aubier, 2014, 1980 (éd. originale Einaudi, 1976), avec une préface de Patrick Boucheron.

Pourquoi cet éloge de l'introduction, du moins tel que l'exercice est entendu dans les trois ouvrages retenus? La raison en est simple: l'introduction manifeste pour moi ce que le métier de chercheur en sciences sociales a de plus spécifique. C'est en effet là, sauf exceptions, que se dévoile le problème de recherche traité dans l'ouvrage, là aussi qu'il est élaboré, détaillé en morceaux, traduit en hypothèses, là encore que sont présentées les données empiriques qui ont servi à le traiter, là enfin que l'enquêteur peut raconter les différents outils disciplinaires dont il s'est servi pour travailler. Bref, c'est dans l'introduction que se donne à voir l'articulation entre un problème de recherche et un terrain d'enquête. Or le dévoilement de ce couple me semble essentiel à deux titres. D'une part en ce qu'il distingue les sciences sociales d'autres activités plus ou moins proches – enquêtes documentaires, rapports administratifs, collectes de passionnés. D'autre part et surtout parce que, dans le binôme, c'est le questionnement qui me paraît le plus fondamental, au sens où les données sont faillibles et périssables quand le cheminement démonstratif peut conserver une valeur de modèle transposable ailleurs à un autre moment. Il est ainsi des travaux dont les hypothèses théoriques peuvent survivre à la défaite de leur démonstration empirique². Une précision encore, au besoin: la faillibilité des données ne saurait constituer un argument pour s'en passer puisque c'est leur présence et leurs usages qui, en sciences sociales, permet d'éprouver le raisonnement.

2. Je pense notamment, mais on pourrait donner de nombreux autres exemples, à *Architecture gothique et pensée scholastique* d'Erwin Panofsky (Paris, Éditions de Minuit, 1967 [1951], « Postface » de Pierre Bourdieu), dont certains développements empiriques ont été largement discutés sans pour autant, me semble-t-il, que le problème soulevé et la méthode mise en œuvre ne perdent de leur puissance évocatrice.

Pourquoi ai-je choisi ces trois textes plus que d'autres? En fait, je ne les ai pas choisis: ils se sont immédiatement imposés parce qu'ils m'accompagnaient depuis mes années de formation. Pense-bêtes et garde-fous, je les remets sur le métier à chaque nouveau projet, tâchant toujours d'adapter leurs mots d'ordre, autant que leurs formats, à mes différentes enquêtes.

La position du problème

Dans les cas de G. Noiriel et B. Gaïti, recopier les titres et intertitres suffirait presque à indiquer les enjeux problématiques que les deux auteurs ont voulu conférer à leurs introductions. «Comment puis-je savoir ce que je vais dire?» demande le premier, détaillant sa réponse en deux points: «Éloge de la traduction», occasion de réaffirmer l'importance des emprunts disciplinaires dans sa pratique d'historien, et «La position d'un problème historique», où il décortique la fabrique de son objet. B. Gaïti lui fait écho en proposant d'étudier «La réussite prophétique comme problème scientifique» suivant trois étapes: d'abord «Les points aveugles d'un récit mythique: hypothèses sur la reconstruction de l'histoire d'un changement de régime»; ensuite «La reconnaissance d'un prophète: hypothèses sociologiques sur le charisme gaullien»; enfin «La confirmation des prédictions: hypothèses sociologiques sur la légitimation d'un régime». Le déroulé est un peu appuyé, sinon scolaire et scientiste: c'est ce qui m'a immédiatement plu, jusqu'à intituler l'introduction de mon premier livre, *Bains de foule*, «L'effervescence collective comme problème de recherche». Carlo Ginzburg, lui, est plus sobre. Son avant-propos, sans titre, se compose d'une succession de dix points d'inégale longueur. Mais comme dans les deux autres ouvertures, il s'y donne

l'occasion d'expliquer à son lecteur de quoi retourne le problème dont il va être question dans la suite de l'ouvrage, et en quoi le sujet empirique de l'étude représente un terrain adéquat pour mener l'enquête. Reprenons.

L'objet de l'introduction de G. Noiriel consiste à montrer comment il a élaboré le « problème historique » qu'il affronte dans son livre : celui de la définition de l'immigration comme phénomène étroitement lié à l'émergence des États-nations, c'est-à-dire au processus de nationalisation du monde social. Pour rendre compte de cette progressive mise en forme du problème, l'auteur renvoie au journal qu'il a tenu au long de son enquête. Ses notes couvrent, explique-t-il, trois grandes préoccupations.

D'abord, elles inventorient les éléments d'actualité ayant trait au « problème de l'immigration » et « se préoccupent surtout de [les] traduire en questions pertinentes pour la recherche historique » (p. 18). L'auteur souligne ici ce qui différencie « l'histoire-mémoire » de « l'histoire-problème ». Il réaffirme, dans la langue de l'historien, cette antienne de l'épistémologie des sciences : les problèmes ne se posent pas d'eux-mêmes, leur élaboration passe par des formes de « rupture avec les prénotions ».

Ensuite, les notes du journal concernent plus spécifiquement « la recherche historique ». G. Noiriel revient alors sur son hypothèse fondamentale : « La rupture politique de la fin du XIX^e siècle a pour conséquence principale de rendre impossible toute vie sociale ou collective qui ne soit pas fondée sur le principe de nationalité » (p. 22). La question de « l'identification des individus » permettant à l'État de différencier les « nationaux » des étrangers apparaît déjà (p. 23), quand la catégorie d'ayants-droit aux prestations étatiques, centrale dans les travaux ultérieurs de l'auteur, est encore absente. Fort de ces éclaircissements, l'historien peut alors montrer comment la délimitation du terrain

d'enquête, le droit d'asile, procède directement de son problème de recherche. D'une part, il s'agit d'un sujet qui reste continuellement traversé par « la contradiction entre le principe intangible de la souveraineté nationale et les idéaux des droits de l'homme » (p. 20). D'autre part, le droit d'asile est une pratique d'État qui existait avant la révolution des identités de papier. Cette ancienneté administrative était essentielle à la démarche : en retraçant une histoire longue de deux siècles, G. Noiriel se donnait les moyens de vérifier, suivant la logique avant/après et sur un terrain circonscrit, les effets postulés du processus de nationalisation des sociétés européennes au tournant du XX^e siècle. En lisant ces lignes, je trouvais l'occasion de vérifier la pertinence de la consigne énoncée par mon directeur de thèse, Michel Offerlé, à ses doctorants : ce n'est pas le carton (d'archives) qui fait l'objet, c'est l'objet qui fait le carton.

Enfin, le troisième ensemble de notations du journal de recherche renvoie à la quête documentaire et aux choix qu'elle impose. G. Noiriel raconte notamment comment il s'est efforcé, sans relâche, d'obtenir un strict équivalent, pour la fin du XX^e siècle, aux innombrables lettres de réfugiés du début du siècle précédent qui sont conservées dans les archives nationales et départementales. Il a finalement obtenu gain de cause auprès du président de la commission des recours des réfugiés qui l'a autorisé à consulter les courriers des dossiers alors encore entreposés dans les caves de l'immeuble où la commission avait ses bureaux. Fort de ce second ensemble épistolaire, l'historien disposait des pièces qui lui permettaient de mener à terme sa comparaison temporelle entre l'avant et l'après « révolution des papiers ».

Chez Brigitte Gaiït et Carlo Ginzburg, le terrain d'investigation est plus directement donné qu'il ne l'est pour G. Noiriel. Cela ne veut pas dire pour autant, loin s'en faut, que la mise en problèmes soit moins poussée.

Dans l'ouvrage tiré de sa thèse, B. Gaïti cherche à expliquer comment un régime politique peut succomber aux charmes apparents du charisme d'un homme providentiel. Elle travaille la question des crises politiques : comment faut-il les décrire, tant du point de vue de leur survenance que de celui de leur composition, de leurs chronologies et de leurs issues ? Le rappel du général de Gaulle en mai 1958 et sa capacité à transformer les institutions à son profit constituent la matière de l'enquête. Sur ce terrain – mais la démarche suivie peut aisément éclairer d'autres crises de régime –, la mise en problèmes se fait remise en cause de l'idée, supposée inscrite dans le prophétisme du discours de Bayeux en 1946, que la IV^e République devait nécessairement mourir sous les feux croisés de la guerre d'Algérie et de la faiblesse du parlementarisme. Cette opération de relecture d'un sens commun à la fois profane et savant se déploie suivant trois dimensions.

B. Gaïti interroge d'abord la cohérence du récit mythique. Tout entier orienté vers la fin de l'histoire (la nouvelle République), il procède par un double mouvement d'appropriation des événements pertinents et d'effacement des épisodes qui ne cadrent pas avec l'issue « heureuse ». Dès lors, la logique de travail déployée en réponse consiste à réinsérer dans l'analyse tous les éléments, classés comme épiphénomènes ou exceptions de peu d'importance, qui introduisent une « dissonance cognitive » par rapport aux principes de la geste gaullienne (parmi lesquels on peut citer la nomination à des postes de pouvoir d'hommes au passé vichyste ou l'épisode du RPF contre l'image de l'homme « au-dessus des partis »).

Ensuite, l'auteure avance une seconde hypothèse suivant laquelle le recours à une figure charismatique peut être interprété comme une réponse à l'ébranlement, né avec l'enlèvement dans la guerre en Algérie, de la

croissance en la capacité d'agir du politique. Le traitement empirique de cette hypothèse implique un double principe de travail : celui de revenir au cœur de la IV^e République et, surtout, celui de travailler « en dehors de la chronologie gaullienne ». Ainsi l'idée qu'une position de pouvoir prééminente est nécessaire pour sortir de l'impasse émerge avec l'épisode Mendès-France, donc sans que le général y tienne aucun rôle.

Enfin, troisième champ d'investigation ouvert dans l'introduction, B. Gaïti avance l'intérêt de penser l'institutionnalisation du nouveau régime à l'aune des conversions politiques qui tout à la fois légitiment le neuf et disqualifient durablement l'ancien. L'hypothèse suivie revient à analyser le contenu des prédictions gaulliennes comme le produit, plutôt que la source, des conversions postérieures à 1958. Ce sont en effet les « ralliés », experts et autres « forces vives » issus d'espaces sociaux disjoints, qui se rejoignent en 1958 et valident les anciennes « prédictions » de 1946 parce que celles-ci aident à leur propre consécration (p. 21). Comme chez G. Noiriel, l'histoire politique se donne ici des causes sociales qui dépassent les décisions individuelles, fussent-elles celles du « grand homme ». Car au terme de cette reformulation du problème, B. Gaïti montre que l'accession au pouvoir du général ne saurait être expliquée sans prendre en compte le rôle décisif joué, dans le processus, par des « groupes porteurs d'une expertise et de compétences nouvelles dans la société transformée de l'après-guerre, puissance sociale convertie après 1958 en ressource politique » (p. 23).

Avec Carlo Ginzburg, pas de suspense. Le sujet de l'ouvrage et le massif documentaire dont il est issu sont immédiatement donnés : « Le livre raconte l'histoire d'un meunier du Frioul, Domenico Scandella dit Menocchio, qui mourut brûlé sur l'ordre du Saint-Office après une vie passée dans l'obscurité la plus

complète. Les dossiers des deux procès tenus contre lui à quinze ans de distance nous livrent un riche tableau de ses pensées et de ses sentiments, de ses rêveries et de ses aspirations » (p. 7-8). Pourtant rien n'est encore vraiment dévoilé. Car en un sens, Ginzburg répète avec Menocchio l'espèce de sidération qui l'avait saisi en découvrant les traces laissées par les *benandanti*, ces « contre-sorciers » objets de son premier livre³ : « J'avais l'impression d'avoir trouvé quelque chose d'extraordinaire, mais je ne savais pas quoi. On se dit : voici une réponse, mais quelle est la question⁴? » Tout l'avant-propos consiste précisément à formuler, avec une remarquable vigueur, le problème soulevé par l'étrangeté des propos du meunier à ses juges. Le cœur du questionnement est énoncé de façon ramassée dans le sixième point. À l'origine, explique simplement l'auteur, « Je voulais comprendre ce qu'avait été en réalité la sorcellerie pour ses protagonistes, les sorcières et les sorciers » (p. 14). Longtemps, ses recherches buttent sur l'écran des schémas savants de la sorcellerie inquisitoriale, notamment, problème classique, parce que la source tend à ramener l'inconnu au familier, donc à parler dans la langue du dominant. Mais l'historien finit par découvrir les cas *benandanti* et Menocchio, hors norme tant y apparaît béant l'écart entre les questions des inquisiteurs et les réponses des accusés. Le meunier est d'abord perçu comme un équivalent des premiers : « il fait entrevoir une couche encore insondée de croyances populaires et d'obscures mythologies paysannes » (p. 15). Mais progressivement, à force de lectures, C. Ginzburg perçoit une complication

supplémentaire. Non seulement les propos du meunier permettent effectivement de « reconstruire un fragment » de ce qu'on appelle la « culture populaire » (p. 8) mais, mieux, ils sont une source qui soulève en plus le « problème de la circulation culturelle formulé par Bakhtine » (point 4). Menocchio, en effet, a lu des livres qu'il n'aurait pas dû lire. En développant, à partir de ces textes, des formes de « naturalisme à tendance scientifique », de « radicalisme religieux » et « d'aspirations utopiques de rénovation sociale », il met en œuvre une sorte de rationalité savante dont il se sert pour interpréter à nouveaux frais, c'est là toute son originalité, le fond de croyances populaires caractéristique de l'univers oral dans lequel il a grandi (p. 15). En quelque sorte, le meunier s'est approprié les livres non pour eux-mêmes, mais en tant qu'outils logiques pour agencer mythes anciens et dogmes nouveaux, notamment en ce qui concerne l'origine et l'organisation du monde. C'est à ce point, parce qu'il permet de penser à la fois différemment et relationnellement les liens entre « culture hégémonique » et « culture subalterne » (p. 11), que le cas Menocchio devient, dans sa passionnante singularité, un problème de recherche.

Reste alors à préciser trois difficultés soulevées par ce cas d'espèce. D'abord, l'affirmation est restée célèbre, l'historien revendique sa non-représentativité (point 7) : Menocchio est exceptionnel, et c'est justement en tant que « cas limite » qu'il devient intéressant, positivement comme en creux ou par différence.

Ensuite, enfonçant en quelque sorte le clou, l'historien souligne qu'on ne saurait donc faire des propos du meunier, notamment en raison de son assimilation très particulière du contenu des livres, un exemple de la « mentalité collective » de l'époque (point 8). À cette tentation, explique l'auteur, il faut résolument préférer l'usage du terme culture

3. C. Ginzburg, *Les batailles nocturnes. Sorcellerie et rituels agraires aux XVI^e et XVII^e siècles*, Paris, Verdier, 1980 [1966], rééd. Flammarion 2010.

4. « La leçon de méthode de Carlo Ginzburg », entretien avec Patrick Boucheron et Séverine Nikel, *L'Histoire*, n° 360, janvier 2011, p. 12.

populaire parce que la notion de « mentalité collective » est toujours « interclasse », et que c'est là son principal problème : « Même simplifiée, une analyse en termes de classe marque toujours un grand pas en avant par rapport à une analyse "interclasses" » (p. 20). Dans chacune de mes recherches, j'ai essayé de me souvenir de ce principe dont il faut dire qu'il est, y compris en sociologie, de moins en moins partagé.

Enfin dernier point (9), C. Ginzburg pointe les deux grands faits historiques qui ont rendu possible le personnage de Menocchio : l'invention de l'imprimerie et la réforme. « L'imprimerie lui permet de confronter les livres et la tradition orale dans laquelle il a grandi. La réforme lui donne l'audace de communiquer ce qu'il sentait au prêtre, aux gens de son villages, aux inquisiteurs » (p. 20). Mais l'historien insiste aussitôt sur la parenthèse historique dans laquelle l'émergence du cas Menocchio devient possible, soit l'étroite fenêtre temporelle avant que la contre-réforme catholique et la condamnation luthérienne des révoltes paysannes ne provoquent des « raidissements de la hiérarchie ». Ceux-là même qui ont conduit le meunier au bûcher.

Il me semble que c'est parce qu'ils procèdent ainsi, en montrant comment ils ont progressivement élaboré un problème de recherche, que les trois auteurs peuvent être immédiatement reconnus comme chercheurs en sciences sociales. De mon point de vue, c'est cette part du travail qui identifie le mieux ce dont leur métier est fait. Ce n'est pas seulement qu'ils passent tous les trois un temps important à « chercher » des documents, quelle que soit leur forme : d'autres, journalistes ou auteurs de documentaires, amateurs passionnés, se livrent à semblables quêtes. Ce n'est pas non plus qu'ils ordonnent, reclassent et interprètent un massif documentaire existant : d'autres encore, hauts

fonctionnaires, administrateurs, peuvent aussi le faire, et souvent très bien, mais sans choisir eux-mêmes la question qu'ils posent à leur compilation parce que celle-ci a un commanditaire, ou parce qu'elle consiste en un simple état des lieux de « ce que l'on sait ». C'est moins encore qu'ils « réfléchissent » voire « pensent » leur sujet dans un coin de leur tête. Car cela, bien d'autres prétendent le faire. Non, ce qui identifie le métier, c'est l'articulation serrée et patiente entre un problème de recherche et des données empiriques. Articulation serrée et patiente signifie ici qu'ils n'ont pas pour projet de décrire comment les gens vivent, de rassembler des histoires permettant de dessiner le monde dans son infinie diversité, mais bien d'expliquer pourquoi les gens font ce qu'ils font dans un monde qu'ils ne choisissent ni ne refont chaque matin.

Faire des sciences sociales

Deux points communs aux trois introductions renforcent encore leur inscription dans l'espace des sciences sociales : la réflexivité et l'interdisciplinarité qu'elles revendiquent et mettent au travail. Or de mon point de vue, il ne s'agit pas là d'identifiants supplémentaires ou annexes à la question de la problématisation. Au contraire, réflexivité et interdisciplinarité lui sont consubstantielles. S'il s'était seulement ou principalement agi d'accumuler un savoir positif sur le sujet considéré (disons le droit d'asile, mai 1958 ou la vie de Menocchio), on conçoit qu'il n'y avait guère de réflexivité à mettre en œuvre : le terrain est donné, il se suffit à lui-même. À l'inverse, faire preuve de réflexivité, c'est-à-dire révéler les dessous méthodologiques et conceptuels de l'enquête, c'est précisément donner à voir comment le problème de recherche (soit ici les effets

de la nationalisation des sociétés, la question des changements de régime, celle des rapports entre culture populaire et culture dominante) a été posé, et dès lors assumer les choix, positifs comme négatifs, qui ont présidé à ce découpage. G. Noiriel explique ainsi que son introduction a pour unique objet « d'avertir le lecteur des limites de son entreprise ». Parce que « toute connaissance historique est relative » en ce qu'elle « dépend du point de vue adopté au départ », l'historien doit s'imposer « de livrer les esquisses de son œuvre » (p. 9). L'avertissement est précédé, en exergue, d'un extrait d'*Apologie pour l'histoire* de Marc Bloch auquel G. Noiriel a emprunté, amputé du « vous », le titre de son ouverture :

« Tout livre d'histoire digne de ce nom devrait porter un chapitre, ou si l'on préfère, insérée aux points tournants du développement, une suite de paragraphes qui s'intituleraient à peu près : "Comment puis-je savoir ce que je vais vous dire ?" Je suis persuadé qu'à prendre connaissance de ces confessions, même les lecteurs qui ne sont pas du métier éprouveraient un vrai plaisir intellectuel. Le spectacle de la recherche, avec ses succès et ses traverses, est rarement ennuyeux. C'est le tout fait qui répand la glace et l'ennui⁵. »

Dans mes dernières enquêtes, j'ai suivi l'invitation, au sens tout à fait concret du terme. *Face à la persécution*, un livre qui raconte le destin de la communauté juive du bassin lensois des années 1930 aux années 1950, comporte une postface, intitulée « Retour sur une enquête », dans laquelle Claire Zalc et moi revenons en détails sur la construction de notre objet et les choix de méthode qu'il a impliqués. *Tous unis*

5. Marc Bloch, « Apologie pour l'histoire ou métier d'historien » [1949, écrit en 1942], dans *id.*, *L'Histoire, la Guerre, la Résistance*, Paris, Gallimard, coll. « Quarto », 2006, p. 899.

dans la tranchée? se clôt par un dernier chapitre intitulé « Échafaudages » qui, là encore, livre les coulisses et arrière-plans du travail. À la toute fin, je suis allé jusqu'à recopier la citation de Bloch, bien que n'étant pas certain qu'il ait complètement raison en suggérant que le spectacle de la recherche est presque toujours intéressant !

Le lien entre problématisation et interdisciplinarité est moins transparent, mais tout aussi essentiel. Car de la même façon, c'est parce que les trois ouvertures soulèvent les problèmes de recherche détaillés plus haut que l'interdisciplinarité leur est « normale ». Je veux dire par là, simplement, que les problèmes de recherche n'ont pas de frontières disciplinaires. Bien sûr, ils peuvent être formulés ou traités différemment en fonction des outils propres à chaque discipline. Et les manières de s'en saisir seront très différentes selon, pour en rester à l'exemple donné précédemment, que l'on optera pour une perspective « interclassiste » ou, au contraire, pour une analyse « classiste ». Mais les spécificités disciplinaires comme les préférences paradigmatiques n'effacent pas l'existence même du problème considéré. Voilà ce dont les trois introductions rendent bien compte. En apparence, l'introduction de B. Gaïti semble être celle où les croisements disciplinaires sont les moins aboutis. À lire les références mentionnées dans les notes de bas de page, on pourrait même conclure qu'elle se cantonne fermement dans un périmètre sociologique étroit (ce qui, à l'époque en science politique, représentait en soi un petit coup de force). N'est mentionné qu'un bref ensemble de sept titres⁶. C'est armée de

6. Par ordre d'apparition, Leon Festinger, Henry Riecken et Stanley Schachter, *L'échec d'une prophétie. Psychologie sociale d'un groupe de fidèles qui prédisaient la fin du monde*, Paris, PUF, 1993 [1956] ; Terrain, « L'incroyable et ses preuves », n° 14, 1990 ; Peter L. Berger, Thomas Luckmann, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Klincksieck, 1986 ; Bruno Latour, *La science en action*,

ces ouvrages, et particulièrement de *L'échec d'une prophétie*, qu'elle construit son problème de recherche. Pourtant l'interdisciplinarité est belle et bien pleinement présente dans le livre. L'état des lieux de la question est renvoyé, pour mieux mettre en valeur la seule fabrique du problème, à une « note bibliographique » placée en fin d'ouvrage, qui passe en revue la littérature disponible, à la fois dans sa dimension de source, à travers les témoignages des contemporains, et dans sa dimension historiographique, à travers la littérature disponible, en l'occurrence essentiellement historique et juridique.

Mais si l'on y regarde de plus près, l'interdisciplinarité est également à l'œuvre au cœur même de l'introduction. Simplement elle ne réside plus dans l'appui sur les travaux existants, mais dans la logique même de la démonstration. On pourrait dire en effet que B. Gaïti sociologise son objet en l'historicisant : c'est parce qu'elle s'efforce de continuellement relire la trajectoire gaullienne comme si on ne connaissait pas la fin de l'histoire qu'elle se donne les moyens de mettre au jour l'activité des différents groupes sociaux au cœur des ralliements que le récit prophétique a ensuite gommé. En ce sens, son projet apparaît à la fois profondément historien et profondément sociologique. Profondément historien parce qu'on pourrait résumer la démonstration à la mise en œuvre de l'un des principes parmi les plus chers aux spécialistes de cette discipline : la vigilance contre le péché d'anachronisme. Profondément sociologique parce que cette attention chronologique sert de révélateur : c'est par elle que B. Gaïti parvient à tisser l'écheveau

Paris, La Découverte, 1989 ; Francine Muel-Deyfus, *Vichy et l'éternel féminin*, Paris, Seuil, 1996 ; Jacques Lagroye, « La légitimation », dans Madeleine Grawitz, Jean Ica, *Traité de science politique*, vol. 1, Paris, PUF, 1985 ; enfin Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po, 1986.

des différents groupes convertis à la cause gaullienne.

Par différence, G. Noiriel est celui des trois auteurs qui revendique le plus explicitement les emprunts disciplinaires auxquels sa mise en problème est redevable. C'est en important, moyennant un patient effort de traduction, les outils forgés par les sociologies durkheimienne et wébérienne de l'État qu'il s'est donné les moyens de comprendre comment les sociétés européennes sont progressivement passées des communautés locales fondées sur l'interconnaissance à des liens invisibles, à distance, entre les individus (le droit, la monnaie, etc.). C'est chez Habermas qu'il a repéré le concept de « colonisation du monde vécu » pour évoquer, de façon très concrète et suggestive, le rôle essentiel joué par l'État dans l'inculcation des normes individuelles. Car l'objectif reste bien non celui d'une philosophie politique du « fait national », mais d'une étude des pratiques d'État dans ce qu'elles ont de plus matériel et ordinaire :

« Au lieu de prétendre, après tant d'autres, cerner les concepts théoriques "d'État" et de "Nation", au lieu de commenter une énième fois les discours politiques sur les "droits de l'homme", j'ai tenté de comprendre dans quelle mesure les idées et les théories se transforment en pratiques sociales, comment elles finissent par atteindre tous les individus et bouleversent profondément jusqu'aux moindres actes de leur vie quotidienne » (p. 22).

Chez C. Ginzburg, l'interdisciplinarité n'est pas même dite : dans les longues notes de référencement placées en fin d'introduction, l'historien cite sans distinction d'origine, à la seule condition qu'ils traitent des cultures populaires, des travaux venus de toutes les disciplines. Dans le texte lui-même, il consacre son argumentation à présenter les trois types de relations à la culture dominante

qui ont été attribués aux classes subalternes des sociétés préindustrielles. Chacun d'eux est incarné par un chercheur en particulier. Les travaux de Robert Mandrou auraient conclu à une dépendance complète⁷ : la culture populaire n'existe pas, ou plutôt elle n'est rien d'autre, littérature de colportage à l'appui, qu'une « adaptation passive aux sous-produits culturels distribués par les classes dominantes ». Geneviève Bollème, à partir du postulat d'un vraisemblable écart entre le contenu de cette même littérature de colportage et ses appropriations lors des lectures collectives⁸, avance au contraire l'existence d'une autonomie aussi complète qu'elle reste en fait inaccessible parce que perdue « dans une tradition orale qui n'a pas laissé de traces » (p. 10). Enfin Michel Foucault aurait posé une « extranéité absolue » de la culture populaire par refus d'interpréter les textes disponibles, de crainte de leur « faire violence, en les réduisant à une raison qui [leur] est étrangère ». Ainsi de *Moi, Pierre Rivière*, devant lequel Foucault aurait opté pour un « repliement » vers une « muette contemplation esthétisante » : il s'agit d'un « populisme à l'envers, d'un populisme "noir" – mais toujours d'un populisme », conclut-il⁹ (p. 13). En quoi ces trois postures sont-elles, selon l'historien, toujours insatisfaisantes ? C'est,

répond-il, qu'elles n'établissent pas d'échanges entre formes culturelles. Le problème évoque irrésistiblement celui soulevé, quelques années plus tard, par les sociologues Claude Grignon et Jean-Claude Passeron dans leur *Savant et le populaire* quand ils insistaient sur l'ambivalence constante entre autonomie et hétéronomie des cultures populaires vis-à-vis de la culture dominante¹⁰. Certains esprits chagrins verront dans le parallèle une illustration du fait qu'on passe beaucoup de temps à tourner en rond en réinventant régulièrement la roue. J'y perçois au contraire un remarquable exemple de ce en quoi réside l'unité des sciences sociales : non pas une improbable fusion des manières de faire, mais le fait qu'elles soulèvent des questions de recherche communes. Il est plutôt rassurant que lorsqu'ils s'intéressent à des problèmes semblables, les représentants de disciplines différentes offrent des hypothèses et des réponses proches. En donnant à voir des manières de faire qui sont à la fois propres aux sciences sociales et partagées par-delà les disciplines, ces trois introductions sont restées pour moi, par-delà les années de formation, quelque chose comme des bréviaires ou, mieux, des professions de foi.

7. R. Mandrou, *De la culture populaire aux XVII^e et XVIII^e siècles : La Bibliothèque bleue de Troyes*, Paris, Stock, 1964.

8. *La Bibliothèque bleue : la littérature populaire en France du XVI^e au XIX^e siècle*, Paris, Julliard, 1971.

9. *Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère...*, ouvrage collectif présenté par M. Foucault, Paris, Gallimard, 1973.

10. Claude Grignon, Jean-Claude Passeron, *Le savant et le populaire : misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Gallimard / Seuil, 1989.